

Kabila chez le Pape, Kinshasa sous le choc

RD CONGO Le projet de sortie de crise du médiateur de l'Union africaine, pas consensuel

Une semaine après les graves violences qui ont éclaté à Kinshasa, le Congo est toujours sous le choc : d'après des sources médicales, il apparaît que le bilan est bien plus lourd que la première estimation de 50 à 100 morts. Dans les principaux hôpitaux de la ville, dont Saint-Joseph et la clinique Ngaliema, les unités de soins intensifs sont toujours débordées par l'afflux de blessés graves, dont de nombreux grands brûlés et des civils touchés par les balles tirées par la garde républicaine, dont trois enfants touchés aux abords de l'IPN (Institut pédiatrique national).

Par crainte de la répression, les témoignages sont rares et les questions se font discrètes. Elles abondent cependant au vu de certains faits : pourquoi les violences ont-elles commencé dès le matin, bien avant le début de la manifestation autorisée et prévue pour l'après-midi ? Qui étaient exactement les premiers casseurs qui ont fourni le prétexte à la répression menée par la garde républicaine ? Alors que la police congolaise est dotée de matériel anti-émeutes (casques, boucliers, canons à eau), pourquoi les militaires appelés en renfort ont-ils fait usage d'armes à feu ? Qui étaient les « commandos » qui ont bouté le feu aux sièges des partis d'opposition ? Last but not least, alors qu'on le

croyait en route pour New York et l'Assemblée générale de l'ONU (où il a brillé par son absence), où se trouvait le président Kabila durant ces deux journées de tous les dangers ? Après avoir pratiquement disparu, le chef de l'Etat a reparu... chez le pape François et, à l'issue de la rencontre, un communiqué publié par le Vatican a rappelé « l'importance de la collaboration entre les différents acteurs politiques, les représentants de la société civile et les communautés religieuses à travers un dialogue respectueux et inclusif ».

Ces paroles apaisantes, qui relancent le dialogue et le présentent comme incontournable, se greffent sur une atmosphère de peur, sur la crainte généralisée d'un « chaos congolais », une psychose qui, paradoxalement, facilite peut-être la tâche du médiateur de l'Union africaine, l'ancien président du Togo, Edem Kodjo. Ce dernier en effet a distribué aux participants au dialogue un document qui reconnaît l'impossibilité d'organiser les diverses échéances électorales dans les délais prévus et opte pour un gouvernement d'union nationale dont le Premier ministre serait issu de l'opposition. Le nom de Vital Kamerhe, président de l'UNC (Union pour la nation congolaise) et ancien président de l'As-

semblée nationale, est cité dans les coulisses, mais il ne fait guère l'unanimité et provoque même des grincements de dents au sein de l'armée. Le partage des futurs postes ministériels laisse augurer de furieuses batailles entre les participants au dialogue...

« Glissement » confirmé

Mais surtout, dans son état actuel, le projet d'accord politique s'appuie sur l'arrêt 262 de la Cour constitutionnelle, qui autorise le président Kabila à demeurer en fonction jusqu'à l'installation du nouveau président élu et il n'indique pas de date fixe pour l'organisation de l'élection présidentielle. Autrement dit, le fameux « glissement » auquel s'opposent tant de Congolais se trouve entériné par le dialogue mené par Kodjo, présenté comme inévitable sinon renforcé par la crainte d'une violence généralisée qui a hanté le pays la semaine dernière. A l'instar des autres membres de la communauté internationale, le pape François aura certainement donné à son interlocuteur congolais des conseils d'inclusivité et d'apaisement et reçu en échange de belles promesses. Aux yeux des Congolais, le seul fait que l'audience ait été accordée risque d'être interprété comme une bénédiction... ■

COLETTE BRAECKMAN